

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Nyon, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 6 octobre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Tout se vaud dans l'épilogue du boulangisme : le suicide théâtral, le testament déclamatoire, impudent et vide, les obsèques indécentes. « Je viens de voir passer le cortège funèbre, écrit un témoin oculaire, l'impression qui m'en est restée est toute de tristesse et d'écœurement. La foule est venue nombreuse, agitée, bruyante et grouillante, mais ni émue ni respectueuse, et le sentiment qui la domine, c'est la curiosité, une curiosité féroce, la curiosité bruxelloise en un mot, avec sa rudesse et ses brutalités, sans le moindre intérêt, pas plus pour Boulanger que pour les boulangistes. La chambre ardente, le corbillard, les couronnes, M. Rochefort et M. Déroulède avec les dernières épaules du parti, voilà ce qu'on a voulu voir à tout prix, même au prix de bousculades scandaleuses, et j'ai même entendu l'un de ces assoiffés de spectacle se plaindre amèrement de n'en avoir pas eu pour son argent parce qu'on ne lui avait pas servi derrière le cerceuil le fameux cheval noir !... »

Au cimetière même, la tombe n'a pas été plus respectée que celui qu'elle allait renfermer ne méritait de l'être. Une poussée formidable s'est produite à l'arrivée du corps près de la grille d'entrée. Les gendarmes et la police ont fait de vains efforts pour refouler l'invasion. Dans la bagarre, des femmes se sont évanouies. Six blessés, dont un agent de police qui a eu le bras cassé, ont été portés au poste. Dans le cimetière envahi, la foule sautait sur les tombeaux, courait, criait, plaisantait sur le beau général et sur madame de Bonnemain, chantait ironiquement les refrains de Paulus.

Cette honteuse aventure boulangiste, si humiliante pour la France, porte cependant en elle-même des constatations réconfortantes. Rarement on vit se manifester d'une façon plus sûre ce que Gambetta appelait « la justice immanente des choses ». Cette entreprise faite de ce qu'il y a de plus bas dans l'âme humaine, conduite par un aventurier sans vergogne, sans scrupule et sans conscience, décidée à duper ses contemporains et à édifier sa fortune en prostituant tout ce qu'on respecte, cette aventure a semblé un instant près d'aboutir. Voyez la fin, dans la mort sans dignité et dans le mépris justifié de tous !

Il se trouve encore, il est vrai, quelques journalistes pour trouver « touchante » la mort de ce pitre, pour prendre les airs penchés des dames sentimentales au dernier acte de *Lucie Lammermoor*. Malgré tous nos efforts, nous ne pouvons arriver à humecter nos paupières. Nous trouvons, dans tous ses détails, ce suicide malpropre : Quand on est général, quand on a été ministre de la guerre, ces naïvetés de mélodrame, ces fleurs ensanglantées, ces photographies à dédicace cachées dans la redingote, ces noms gravés avec un couteau sur une pierre, tout cela est humiliant autant que bête. S'il était resté à ce grand-père une lueur de sens moral, il aurait épargné à la femme infortunée qui porte son nom et à ses enfants, ce dernier haut-le-cœur.

Puisse le silence se faire enfin sur cet homme et sur sa séquelle !

Les trois jeunes pèlerins français auteurs de l'escalade du Panthéon ont été reconduits à la frontière. Après enquête, on n'a trouvé aucun délit, aucune contravention de police à leur reprocher. Ils se sont bornés à écrire « Vive le pape » sur le registre où les visiteurs ordinaires signent ou élaborent une réflexion prudemment mesurée ou prétentieusement sur le règne de Victor-Emmanuel. Les vétérans qui gardent le tombeau du roi et l'officier de marine en civil qui a cru devoir intervenir ont fait de cette affaire des récits très exagérés et cela a suffi pour enflammer la population de Rome, déjà ébranlée depuis quelques jours par l'attitude des pèlerins.

Réduit à ces proportions, l'acte des trois jeunes gens reste une bravade déplacée, un acte d'écœurement et souverainement maladroite. Quelles en ont été les conséquences ? Ces catholiques français ont réussi : A obliger l'ambassade de France à Rome à présenter des regrets immédiats au ministère de l'Intérieur. A soulever dans les rues de Rome une manifestation monstrueuse que les journaux italiens appellent un second plébiscite contre le pape. A confirmer aux yeux de la foule, qui juge superficiellement, l'idée fautive, exploitée par M. Crispi, que la France dût rétablir les Etats de l'Eglise et à donner ainsi à la triple alliance, qui en avait grand besoin, un regain de popularité. A obliger le gouvernement français à interdire aux évêques de participer aux pèlerinages à Rome. A fournir à la presse radicale française un argument à souhait pour réchauffer la polémique anti-religieuse, qui s'éteignait faute d'aliment, et à lui permettre de dénoncer le cléricalisme comme un danger soit à l'intérieur, soit même pour les relations extérieures de la France. Voilà de belle besogne ! Est-ce comme Français ou comme catholiques que ces garçons ont à se féliciter de leur gaminerie ?

Il est certain que ce ne sont que des prétextes fournis aux ennemis de la France et à ceux de l'Eglise catholique. Les trois pèlerins, immédiatement désavoués par leurs compagnons de route, ne sont pas même le pèlerinage ; ils sont moins encore le catholicisme et la France. Leur sottise n'engage qu'eux. L'exploiter est un acte de mauvaise foi. Mais il est toujours déplorable de donner contre la cause qu'on prétend défendre, ne fût-ce que des prétextes.

Après cela, quand M. Menotti Garibaldi s'en va vociférant que le peuple de Rome a « fait rentrer l'injure dans la gorge de l'étranger », il dit une chose inepte, puisqu'il n'y a pas eu d'injure et que « l'étranger » n'est en rien solidaire de l'acte de trois gamins. Si l'Italie était attaquée pour toutes les sottises que ses ressortissants peuvent faire en dehors de la péninsule, que n'arriverait-on pas à dire ?

Il est assez plaisant que le jour même où le fils du héros de Marsala déclarait de la sorte, on inaugurerait à Nice la statue de son père, et son beau-frère, le général Canzio, faisait un discours débordant de sympathies françaises et proclamait que tous les malentendus étaient dissipés entre les deux sœurs latines.

Le successeur de sir James Fergusson, devenu ministre des postes, comme sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, sera M. J.-W. Lowther. Ainsi que M. Balfour, c'est un neveu de lord Salisbury, dont il a épousé la nièce, miss Beresford-Hope, fille de la sœur du premier ministre. Cette parenté constitue, disent les médisants, son principal titre à l'importante fonction qu'il va revêtir.

Sir James Fergusson est soumis à réélection à Manchester. Le scrutin sera extrêmement disputé. Les libéraux espèrent conquérir le siège du ministre. Ce serait un très retentissant succès.

Le rôle de l'Etat.

Hier a commencé, à Bruxelles, le congrès annuel de la Fédération britannique et continentale qui siège, il y a deux ans, à Lausanne.

Dans la séance d'ouverture, M. Charles Secretan, professeur à l'Université de Lausanne, notre éminent collaborateur, a prononcé un discours sur le rôle de l'Etat. Nous en donnons ici toute la partie doctrinale, laissant à chacun de nos lecteurs le soin d'en faire l'application à la matière spéciale qui fait l'objet des délibérations du congrès de Bruxelles :

Il y a des honnêtes gens et des fripons. Quand nous avons fait un moment le silence en nous-mêmes, nous respectons les premiers, fussent-ils faibles, pauvres et laids ; nous méprisons les seconds, fussent-ils beaux, riches et puissants. La loi morale n'est pas affaire de coutume et de convention ; elle est essentielle à l'humanité, innée à l'humanité, bien qu'elle ne brille pas de la même clarté dans tous les membres d'une nation ni dans tous les âges de la vie individuelle et collective. La loi morale est innée à l'homme, bien qu'elle n'apparaisse distinctement ni dans tous les enfants, ni dans tous les peuples enfants ; comme la faculté de procréer son semblable est innée à l'homme sans appartenir à l'enfant, comme, sans se trouver chez les sauvages, la science et l'art sont innés à l'homme par les facultés qui les produisent.

Nous sommes donc des êtres moraux, c'est notre gloire et notre honte, c'est le trait distinctif de notre nature, c'est le fond de l'homme et sa substance même. Nous ne pouvons pas sortir de nous-mêmes, nous ne saurions apprécier ce que nous ne comprenons pas. Ce qui est le plus intime en nous est aussi le plus précieux pour nous. Le crédit, la fortune, le pouvoir, le talent même nous sont extérieurs ; de fait nous pouvons leur vendre notre âme, et néanmoins nous ne saurions sincèrement, sérieusement les estimer plus que notre âme.

La seule chose aimable c'est la vertu, la seule chose haïssable c'est le vice, car tout le reste devient bon ou mauvais, nuisible ou salutaire, selon qu'il est mis en œuvre par le vice ou par la vertu. Rien ne saurait égaler le prix d'une conscience pure, rien ne saurait en approcher, tout le reste est d'un ordre inférieur. Ce n'est pas Kant qui le dit, ce n'est pas Pascal qui le dit, ce n'est pas Jésus qui le dit, c'est vous-mêmes, et si vous n'en voulez point convenir, j'aime à penser pour votre honneur que vous vous mentez à vous-mêmes ; autrement vous sortiriez de l'humanité. Celui qui ne distingue pas le bien du mal et ne comprend pas la valeur de leur opposition, celui qui ne connaît pas le péché, n'est qu'un singe, le plus savant peut-être et le plus spirituel des singes.

Nous ne sommes jamais sûrs que notre œuvre soit bonne, car le résultat ne dépend pas de nous : telle vérité peut nuire, tel mensonge être expédient, la charité la plus intelligente peut être trompée et servir au mal. Sans la persécution, les martyrs n'auraient pas acquis leur couronne, et l'excès de la tyrannie est le signal de la liberté. Notre intention est la seule chose que nous puissions qualifier avec certitude, à proprement parler la volonté seule est bonne ou mauvaise, et celui qui veut aller au

fond des choses devra s'avouer que le seul progrès véritable consisterait dans l'amélioration des volontés. Mais la volonté ne saurait s'exercer et se cultiver qu'en agissant. Ainsi la liberté d'agir des personnes, qui n'est pas le bien positif, puisqu'elle peut aller au mal comme au bien, n'en mérite pas moins le plus grand respect, les plus grands sacrifices et n'en constitue pas moins le bien social par excellence, comme l'indispensable condition de l'action morale, laquelle est proprement le seul bien véritable, auprès duquel le reste n'est rien. Si nous réclamons l'indépendance individuelle la plus large, ce n'est pas pour le plaisir, très vif d'ailleurs, d'agir suivant notre caprice ; un libéralisme pareil serait frivole et sans force, c'est pour pouvoir nous développer, nous constituer par une activité vraiment morale dans toutes les sphères qu'elle est susceptible d'occuper. En quoi consiste proprement l'action morale, quel est l'objet de la bonne volonté, la substance de la vertu ? C'est ce qu'il est plus facile de sentir que de formuler. Nous aurons l'occasion d'y revenir, il suffira pour le présent d'entendre les mots *bien* et *mal* au sens qu'ils offrent à la conscience des peuples civilisés. Donc, la liberté d'agir, condition du seul vrai bien, se trouvant incompatible avec la contrainte ; les résultats obtenus par la contrainte ne possédant jamais la valeur des résultats obtenus par la liberté et n'étant dès lors jamais vraiment bons, la contrainte est un mal en elle-même, non seulement un mal sensible, mais un mal moral : Elle ne devrait pas se produire, et s'il est impossible de s'en passer, il faut la réduire au minimum indispensable.

Il est effectivement impossible de s'en passer. Plusieurs se disputent la même chose ; une créature humaine peut devenir un instrument de lucre ou de jouissance pour d'autres hommes, qui s'en emparent. En un mot les volontés individuelles n'étant pas harmonisées, l'entier déploiement de l'une est incompatible avec l'entier déploiement des autres ; l'intérêt de tous exige donc que ces envahissements soient réprimés, et comme chacun le comprend, l'Etat subsiste.

Quelle que puisse être en fait l'origine des gouvernements, laquelle varie d'un pays à l'autre, chacun veut la société, même les Timon qui s'en éloignent, et chacun veut un pouvoir répressif dans la société, y compris messieurs les voleurs, car, sans répression, point d'ordre et sans ordre, point de richesse, et par conséquent rien à voler. Toutes les ordonnances, toutes les institutions de l'Etat reposent, directement ou indirectement, sur la coercition matérielle. Il se passe de notre amour, l'obéissance lui suffit, et l'intérêt du plus grand nombre à chaque moment lui prête les moyens d'imposer cette obéissance et d'y ramener ceux qui s'en écartent. Mais si cette contrainte s'exerce au-delà de l'indispensable, elle empêche sur la liberté des individus, qui est le bien social par excellence, elle rétrécit le champ de la moralité spontanée, qui est pour nous le bien absolu.

Cette considération d'ordre supérieur nous prescrit de borner l'Etat aux compétences nécessaires pour faire régner le droit entre ses ressortissants, c'est-à-dire pour forcer chacun à respecter la liberté des autres. Tel est le sens et la raison d'être du libéralisme. Les attributions d'un tel Etat, qu'on a cru plaisant d'appeler l'Etat gendarme et que nous désignerions plutôt sous le nom d'Etat justicier, s'étendent naturellement fort au-delà de l'établissement des tribunaux et de l'exécution de leurs sentences, puisqu'elles impliquent le droit et l'obligation de suppléer à l'initiative des particuliers dans tous les établissements nécessaires au règne de la justice et de la paix dans une civilisation donnée : ces compétences régulières varient naturellement suivant les circonstances de chaque pays. Presque partout le pouvoir, qui semble fort goûté de ceux qui l'exercent, s'étend au-delà des limites où le tiendrait la théorie, tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, mais l'administration de la justice est, avec la défense du pays contre les dangers extérieurs, l'unique soin dont aucun gouvernement civilisé n'ait jamais cru possible de se décharger, le seul aussi pour lequel l'emploi de la force demeure indispensable à la civilisation ; de sorte que l'histoire s'accorde avec la raison pour voir la fonction normale de l'autorité publique.

De nos jours, néanmoins, ces principes sont décriés. L'Etat de droit, qu'on avait peut-être négligé d'asseoir sur sa vraie base, l'Etat protecteur ne suffit plus, on veut l'Etat producteur. Un grand parti, dont le nombre s'accroît sans cesse, réclame l'Etat producteur de la richesse et du bien-être. On se plaint des inégalités qu'entraîne le jeu des activités individuelles et l'on s'indigne en voyant la misère accompagner partout l'opulence. On veut que l'Etat, seul propriétaire, mette en œuvre le sol et l'outil en assignant à chacun sa tâche. Comme Esau vendit son droit d'aînesse, on est pressé de vendre sa liberté contre un potage.

Si nous pouvions entrer ici dans les discussions économiques, nous ferions voir que le potage serait mal cuit et peu nourrissant. Nous rappellerions que les inégalités dont on se

plaint n'ont pas la liberté pour cause unique, mais aussi les faveurs et les exactions du pouvoir, mais surtout l'appropriation de biens qui ne sont pas naturellement appropriables, puisque, nécessaires à tous, ils ne sont l'œuvre de personne. Nous montrerions enfin, par d'éclatants exemples, qu'avec un peu d'intelligence, avec une culture dont la société facilite aujourd'hui l'accès aux enfants du pauvre, la liberté d'association leur suffit pour s'émanciper eux-mêmes et pour obtenir la valeur intégrale de leur travail, soit en devenant propriétaires, soit même en restant salariés. Ces questions tiennent assurément au sujet qui nous assemble, car la prostitution officielle prend racine dans la prostitution volontaire, qui l'a précédée, et la cause de prostitution par excellence est sans contredit le dénuement. Mais nous ne pouvons pas élargir la matière à l'infini. Nous passons donc à d'autres contradictions, aux yeux desquels notre individualisme n'est que licence, et qui réclament l'Etat moralisateur, l'Etat propagateur et champion de la vérité religieuse elle-même, l'Etat chrétien.

Voici ce qu'un homme de bien, un chrétien sincère, Edmond de Pressensé, leur répondait au congrès de Genève il y a 15 ans : « Parce qu'il est le droit armé, usant de contrainte, l'Etat n'a nulle compétence dans le domaine de la conscience, puisque la contrainte suffirait pour frapper celle-ci de stérilité et de mort, et pour briser le ressort même de cette vie morale. Donc la croyance doit lui échapper, car son glaive ne peut pas l'atteindre, mais seulement la matérialiser et la fausser. Il n'a pas davantage à s'immiscer dans la morale purement individuelle, à empêcher le mal qui ne nuit qu'à son auteur, à le forcer au bien, car il enlèverait ainsi toute moralité à son action. L'homme ne peut être soustrait à la grande épreuve de la vie avec ses risques et ses périls. En outre, l'Etat ne pouvant pénétrer dans le for intérieur, serait toujours condamné à la morale la plus extérieure, la plus pharisaïque. Il n'est chargé ni de notre salut, ni de notre moralité personnelle. Sa main est trop lourde, et comme la contrainte est le mode nécessaire de son action, il ne saurait intervenir dans une sphère qui appartient essentiellement à la liberté et où tout se passe entre l'âme et Dieu. L'Etat qui veut faire plus fait le Dieu, et si Pascal a dit que qui veut faire l'ange fait la bête, que dire de l'Etat qui fait le Dieu, sans avoir précisément des anges à son service ? C'est là l'erreur fondamentale de tous les régimes paternels, qui prétendent traiter l'homme en mineur éternel et le conduire avec des lisières dans la route du bien, sans compter que les directeurs spirituels sont souvent pires que ceux qu'ils dirigent. *Quis custodiet custodes ?* »

Ceci pourrait nous suffire, mais il faut prévenir un malentendu. Si nous laissons aux particuliers le souci de gagner leur pain et de régler leur vie, ce n'est point que nous nous attachions d'une manière exclusive à la considération de l'individu. L'individu ne forme un tout indépendant que pour la pensée abstraite et pour l'illusion du sens grossier. L'individu seul n'est rien. Physiologiquement, économiquement, moralement, il dépend de ses semblables, il adhère à ses semblables, dont il procède. Dans le monde où nous vivons, tel que l'expérience nous le fait connaître, l'individu n'est qu'une cellule éphémère qui entretient un moment le courant vital de l'humanité, laquelle à son tour n'est peut-être aussi qu'un organe. Et si l'individu a pour l'homme un avenir au-delà de la vie terrestre, ce rapport qui le constitue n'y saurait être supprimé, sans quoi l'identité de l'être disparaîtrait. L'individualisme blesse le nerf même de la pensée. Les sens, le cœur, l'intelligence, tout en nous pousse à l'unité. L'affirmation de l'unité est l'acte essentiel de la raison, la réalisation de son unité propre est l'objet essentiel de la volonté humaine. Ce nom du bien que nous cherchons tout à l'heure, le voilà : c'est l'unité ! La vocation de tout être est de réaliser la sienne. L'homme n'est vraiment homme que s'il concourt à celle du genre humain. Mais l'unité que chaque être doit réaliser est l'unité conforme à sa nature : l'unité de l'être moral est l'unité morale, une unité spontanée, que la volonté libre produit et maintient. Le libre arbitre est une chose individuelle, la conscience morale n'appartient qu'à l'individu, il faut donc pour la réalisation de l'humanité véritable que l'impulsion vienne de l'individu. L'unité dans la contrainte et par la contrainte n'est qu'un semblant contradictoire, puisque l'idée même de contrainte implique une résistance, un antagonisme. Et, si l'individu avait point de résistance, la contrainte serait de trop. C'est pourquoi nous voulons la réduire autant que possible.

Chacun comprend que si les volontés étaient convergentes, la contrainte n'aurait plus de lieu, il est donc manifeste que l'unité d'un tout dont les volontés libres forment la substance ne saurait être un effet de contrainte et que l'organisation de la contrainte ne saurait en être le représentant ni l'expression. Elle doit résulter d'un libre concours. L'Etat n'est donc pas l'agent de l'union véritable, il n'en représente qu'une condition négative. Ainsi pour l'agriculture, pour l'industrie, pour le

commerce, qui établit des rapports entre les hommes répandus sur toute la terre, notre idéal n'est ni le collectivisme forcé, ni la concurrence, mais la coopération, qui produit déjà des résultats partiels considérables et qui, pour asseoir son règne et devenir universelle, ne demande aux hommes que l'intelligence de leurs intérêts particuliers, moyennant le respect du droit d'autrui garanti par l'autorité. Dans l'ordre matériel, dans la société industrielle, l'unité se réalise par le concert des efforts pour tirer le meilleur parti possible des trésors de la nature, sous l'impulsion d'un intérêt personnel bien entendu. Avant tout, que chacun affermis par son travail sa liberté personnelle, le domaine moral lui fournisse l'occasion d'en faire usage.

Dans ce dernier domaine, qui est celui de la vérité, nous tendons à réaliser l'unité vraie, qui s'appelle amour. Ici les volontés ne convergent pas seulement, elles se pénètrent. Aimer quelqu'un, c'est vouloir qu'il soit, qu'il réalise complètement sa nature, et puisqu'il s'agit d'être libres, les seuls qui puissent vraiment être aimés, c'est vouloir leur liberté et par conséquent la respecter. Ainsi se résout d'elle-même l'opposition prétendue de l'amour et de la justice, dont on n'a pu faire étalage qu'en donnant au mot amour un sens vulgaire et superficiel, sans aller jusqu'à la vérité de son idée. Plus l'aveuglement des faux serviteurs de l'amour a rendu cette méprise facile, plus il importe de la signaler. Mais si grands qu'aient été les crimes commis en son nom par le fanatisme, l'amour ne reste pas moins la vérité de la vie. Amour, unité, bien moral sont des expressions synonymes. Le bien moral consiste à se réaliser soi-même comme esprit et volonté en affirmant, en cultivant l'esprit et la volonté de ses semblables. Se faire aimer d'eux en leur prouvant son amour, c'est préparer l'unité vraie en rendant les volontés convergentes.

Au fond de toutes les associations désintéressées, quel qu'en soit l'objet : la science, l'art, le plaisir, nous trouvons l'amour du prochain, qui en fait la durée, la force et le prix. Mais aimer le prochain, c'est le trouver aimable ; nous le trouverons aimable en le considérant dans son idée, qu'il réalise parfois assez grossièrement. Les volontés ne convergent et ne se pénètrent qu'en se dirigeant vers un même centre. C'est pourquoi la société morale est nécessairement une société religieuse, dont l'objet est supérieur aux individus dans leur réalité particulière, que cet objet soit l'humanité même, ou le monde, ou quelque pouvoir bienfaiteur que cherche le cœur par delà le monde et l'humanité. Aussi donnerions-nous volontiers le nom d'Eglise à la société morale dont relèvent au fond toutes les associations désintéressées, s'il était bien entendu que cette Eglise s'interdit absolument, sincèrement d'user de contrainte envers personne et d'invoquer jamais la contrainte à son aide. Qu'une société pareille réponde seule au besoin d'unité qui nous possède, pour obscurément que nous la trouvions ébauchée dans un monde encore au maillot, c'est ce qu'il est inutile d'expliquer.

Quel que soit l'objet de notre poursuite, l'esprit dans lequel nous agissons importe plus que l'œuvre elle-même. Les résultats obtenus par la voie coercitive n'auront jamais la même valeur que les résultats obtenus par la volonté spontanée, dont la qualité seule est la vraie valeur. Le bien, moral en apparence, fait pour éviter les pénalités légales, a cessé d'être un bien moral. Comme vous le disait Pressensé tout à l'heure, charger la loi de faire régner la vertu, c'est supprimer la vertu. D'ailleurs, même à ne regarder qu'au résultat extérieur, la spontanéité reste plus forte que la contrainte. Un corps de volontaires se battra mieux qu'un bataillon de conscrits traqués dans les bois par la gendarmerie et transportés en wagons fermés sur le théâtre des hostilités. Dans l'unité par compression il y a deux forces perdues : celle qui effectue la compression et celle que les éléments comprimés consomment dans leur résistance. Loin de réduire l'espèce en poussière en bornant le rôle de la contrainte à garantir les libertés individuelles, nous affirmons donc son unité de la façon la plus énergique. L'unité d'un être multiple, dont la volonté libre forme l'essence, ne saurait se réaliser que librement. Tels nous paraissent être le sens et la justification de ce libéralisme, auquel le plus nous avons l'honneur de parler doit soixante ans de prospérité.....

Ch. SECRETAN.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le portier du palais de l'évêque, à Trieste, a trouvé dimanche, sous le péristyle de l'édifice, un pétard avec mèche allumée. En enlevant rapidement la mèche, il a réussi à éviter une explosion. L'auteur et le motif de cet attentat sont encore inconnus.

— Aucun bal n'aura lieu à la cour de Russie pendant la saison d'hiver. Les sommes économisées de ce chef seront destinées à venir en aide aux populations éprouvées par les mauvaises récoltes de cette année.

— Les journaux finlandais publient un ukase du tsar d'après lequel ne pourront être appelés à des fonctions au secrétariat de l'Etat ou à la chancellerie du gouverneur général que des Russes ayant reçu

leur grade universitaire, ou des Finlandais en parfaite possession de la langue russe.

— L'emprunt russe sera émis le 15 octobre. Le capital nominal de l'emprunt 3 0/0 est de cent vingt-cinq millions de roubles or.

Le cours de l'émission est fixé à 99 3/4 0/0. La forme des titres est une obligation de 500 fr., remboursable en 81 ans, et émise à 398 fr. 75. Les tirages auront lieu annuellement. L'intérêt annuel est de 15 francs or. Les coupons trimestriels seront payés les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.

L'émission aura lieu un seul jour, le 15 octobre, en Russie, en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Danemark et en Suisse.

— A en croire les dépêches reçues par le *Gazette Messenger*, la nouvelle du suicide de l'empereur Balmaeda à l'hôtel de la légation argentine à Santiago a été accueillie en Amérique avec le plus grand scepticisme. Comme aucune notification officielle de l'événement n'est encore parvenue à Washington et que le journal qui a annoncé le suicide avait déjà lancé des nouvelles, démenties depuis, sur les affaires du Chili; comme, d'autre part, les prétendues funérailles du dictateur ont été entourées d'un profond mystère et que le gouvernement fait surveiller avec un soin extrême les abords de la maison de M. Patrick Egan, ministre des Etats-Unis à Santiago, et partisan avéré des balmaedistes, on suppose que l'ancien président serait caché chez celui-ci, et que le bruit de son suicide n'a été répandu que pour faciliter son évocation. Il est vrai que le nouveau ministre des affaires étrangères du Chili a notifié la nouvelle du suicide aux légations chiliennes à l'étranger, mais les adversaires des congressistes prétendent que ce n'est là qu'une manœuvre.

Les fêtes de Nice.

Nice, 5 octobre.

Hier soir, banquet de 450 couverts à la jetée-promenade. M. Rouvier présidait, ayant à sa droite M. Maloussena, maire de Nice, et à sa gauche le général Canzio.

Nombreux toasts: le préfet a bu au roi d'Italie et à M. Carnot. Le consul d'Italie a répondu par un toast à la France. Puis M. Cavalotti, le chef de l'extrême-gauche au Parlement italien, a pris la parole. Il a dit entre autres:

« Quand deux peuples sont d'accord, tôt ou tard les deux gouvernements doivent le devenir. Notre tâche était d'autant plus facile que nous avons au milieu de nous un ministre que l'Italie honore et aime comme un noble ami.

« Devant la statue de Garibaldi, j'ai senti l'énorme différence qui distingue les monuments élevés par l'adulation, de ceux élevés par la reconnaissance des peuples. Devant les premiers, le mensonge; mais devant les derniers règne un souffle de vérité, de liberté. Pas de paroles hypocritiques, mais des paroles du cœur qui émeuvent les consciences. Ces paroles, nous les avons portées en Italie; nous dirons que les nuages qui obscurcissaient le ciel, nous les avons vus disparaître devant le rayon de soleil qui a éclairé la statue de Garibaldi (applaudissements), grâce à vous, monsieur le ministre, qui avez toujours exprimé votre sympathie pour notre pays; à vous, Canzio, qui avez été éprouvé par les combats; à vous, représentants de ce beau pays où nous avons entendu la voix de l'immortelle rénovation du monde.

« Tant qu'il y a un souffle, l'espérance des peuples ne meurt pas. Entendez-vous, écoutez-les, ces voix: qu'elles viennent de Dijon ou de Solferino, elles parlent de fraternité. Si notre tâche n'était pas sans amertume, sans difficultés, nous trouverions un encouragement dans le souvenir de cette journée, où nos cœurs ont battu à l'unisson pour le saint idéal, dans le souvenir de ce jour où s'est échappé de mon cœur, éclairé par un rayon de soleil et rafraîchi par le souffle des tombeaux, le plus sincère cri de: « Vive la France! » (Applaudissements).

M. Cavalotti a été acclamé surtout quand il a prononcé cette phrase: « Lorsque deux peuples marchent d'accord, il faut bien que les gouvernements finissent par s'entendre. »

Six toasts très courts ont suivi: M. Riard, député de Beanne, boit à la mémoire de Garibaldi, au nom des populations de la Côte-d'Or. M. Delpech, député de Vaucluse, boit à la famille de Garibaldi. Le général Canzio se lève et crie: « Vive la France! » Le marquis Pandolfi, député italien, boit à la France puissante et prospère. M. Muneta, directeur du *Secolo*, promet à ses confrères français que la presse italienne s'emploiera à éteindre toute étincelle de discorde entre les deux pays latins.

Enfin, M. Rouvier a pris la parole. Voici le passage le plus remarqué de ses discours:

« Il appartient à Nice, la cité hospitalière, qui s'est donnée librement à la France pour jamais, sans avoir rien à répudier de son passé, de voir dissiper les obscurités jetées des deux côtés des Alpes entre deux nations que la communauté d'intérêts et d'origine rapproche intimement. (Applaudissements prolongés.)

« On croirait aujourd'hui qu'elle ne renferme plus dans ses murs que les fils d'une même patrie.

« M. le maire, dans son toast, m'a convié sur le terrain de la politique intérieure de la France. Je n'hésite pas à le suivre et, sans oublier que nous ne sommes pas ici seulement entre Français, j'en parlerai loyalement, comme il convient quand on se trouve au milieu d'hommes libres. (Nouveaux applaudissements prolongés.)

« Notre flotte, dont je suis heureux de saluer les chefs présents à cette cérémonie, a reçu en Russie, en Angleterre, en Suède, en Norvège et en Danemark, un accueil bien fait pour réjouir tous les cœurs français et pour prouver que la République, forte de vingt ans d'existence, parvenue à sa majorité, a pris la place à laquelle elle a droit au milieu des nations européennes et a conquis les sympathies des peuples mêmes dont les institutions sont les plus différentes des siennes.

« Ce résultat a été atteint grâce à la sagesse de la politique républicaine, qui a permis à ce peuple vaincu mais jamais abattu, selon le mot célèbre de Gambetta, de refaire ses institutions, son armée, ses finances, et de former des générations plus fortes et plus éclairées que les précédentes. (Applaudissements répétés.)

Nous pouvons le dire aujourd'hui, là où il n'y a pas lieu pour nous d'espérer de cordialité, nous trouvons l'estime et le respect de notre indépendance; mais ce que nous tenons à affirmer aussi, c'est que nous avons le même souci de l'indépendance des autres peuples. La République ne menace l'intégrité d'aucune nation; elle ne veut pas s'immiscer dans leur politique intérieure: vous en avez eu un éclatant témoignage lorsque vous avez entendu M. le préfet et le représentant du roi d'Italie réunir dans leurs toasts le président de la République française et le descendant de cette race illustre qui a créé l'unité de la nation italienne. (Salves d'applaudissements.)

Nice, 5 octobre.

Ce matin, des délégations des sociétés garibaldiennes d'Italie se sont rendues en corps au cimetière du château. Elles avaient leurs drapeaux qui étaient portés à leur tête et qui étaient groupés autour du drapeau de l'Union garibaldienne de Nice. Ce drapeau est tout blanc, avec l'écusson de la ville au centre et deux éraflures absolument similaires, l'une aux couleurs françaises et l'autre aux couleurs italiennes. On annonce que cette société est à la veille de se dissoudre. Les délégués portaient trois couronnes d'immor-

telles. Elles ont attendu MM. Canzio, Cavalotti et le général Turr qu'elles ont reçus à la porte du cimetière. Le cortège s'est formé et s'est d'abord dirigé vers la tombe de Gambetta, sur laquelle MM. Canzio et Cavalotti ont déposé chacun un bouquet, et les garibaldiens une couronne.

Le cortège est entré de là dans une petite chapelle qui renferme les cendres d'Anita, la première femme de Garibaldi. Le général Canzio et ses fils y ont déposé un bouquet et ont embrassé la pierre tombale.

La même cérémonie s'est renouvelée au tombeau de la mère de Garibaldi.

Aucun discours n'a été prononcé.

Les manifestations italiennes.

Rome, 5 octobre.

De nombreuses manifestations ont encore eu lieu hier dans diverses villes, pour protester contre l'acte des pèlerins au Panthéon. Dans beaucoup de villes, ces manifestations ont revêtu un caractère d'hostilité contre la France.

Une nouvelle manifestation a eu lieu à Palerme. Les manifestants ont parcouru les rues. Les autorités n'ont pas laissé les manifestants s'approcher du palais archépiscopal. Le cortège s'est rendu au théâtre Bellini et les manifestants ont forcé l'orchestre à jouer la *Marche royale* et l'*Hymne à Garibaldi* aux cris répétés de: « Vive la maison de Savoie! »

Bologne, 5 octobre.

Un cortège comprenant toutes les associations populaires s'est rendu au municipio, où le syndic Dallocio a prononcé un discours patriotique accueilli par les cris répétés de: « A bas la France! » Puis la foule est allée manifester sous les fenêtres du journal clérical *l'Unione* et du séminaire, puis devant la statue du pape Grégoire XIII, à laquelle un drapeau fut attaché.

Florence, 5 octobre.

Une démonstration populaire a eu lieu hier contre le consulat de France. La foule s'est rendue ensuite au municipio, où elle a été haranguée par le syndic, qui a promis de télégraphier une adresse au roi.

Bergame, 5 octobre.

Hier, à la suite d'un manifeste de l'Union libérale, les associations populaires se sont réunies et ont parcouru la ville en poussant des cris hostiles à la France et au Vatican.

Brescia, 5 octobre.

Le conseil communal a fait afficher le télégramme suivant:

« Le conseil communal de Brescia s'associe à la population pour exprimer le blâme le plus vif à ceux qui, foulant aux pieds les devoirs de l'hospitalité et se montrant indignes de la nation civilisée qui élève un monument à Garibaldi, ont insulté la tombe de Victor-Emmanuel. »

Ancone, 5 octobre.

Une colossale manifestation a eu lieu hier. Les associations, précédées de leurs bannières, ont parcouru les rues aux cris de: « Vive le roi! A bas le Vatican! A bas les pèlerins! » C'est surtout devant l'évêché et le séminaire qu'elle a revêtu un caractère menaçant.

Arezzo, 5 octobre.

Un immense cortège s'est formé, composé de toutes les sociétés populaires, et la foule s'est portée à la gare pour siffler les trains venant de Rome, comptant y trouver des pèlerins. Les manifestants ont voté un ordre du jour que le syndic a transmis par télégramme à M. di Rudini.

Vérone, 5 octobre.

Une grande manifestation a eu lieu hier précédée de musiques et de drapeaux; les associations, acclamant la maison de Savoie, sont allées déposer des couronnes sur les monuments de Victor-Emmanuel et de Garibaldi. Des discours ont été prononcés par le préfet, le syndic et le président d'une société démocratique.

Le Panthéon sera-t-il désaffecté?

Rome, 5 octobre.

Les intransigeants du Vatican poussent Léon XIII à faire suspendre tout culte au Panthéon, à cause des discours qui y furent prononcés, des graves désordres qui y ont eu lieu hier et qu'on peut considérer comme une profanation. Je crois que Léon XIII hésitera beaucoup avant de consentir, car ce serait causer un très grand chagrin au roi et l'obliger à transporter la dépouille du roi Victor-Emmanuel dans une autre église.

Le roi Humbert, lorsque, à la mort de son père, les ministres lui dirent que les vœux de la nation étaient que le corps de Victor-Emmanuel restât à Rome, répondit: « Il y a dans votre demande deux côtés: l'un politique, dont je vous laisse juges; l'autre de famille, qui regarde moi seul. Or, je tiens absolument que la dépouille de mon père repose dans un temple consacré. »

On entama aussitôt des négociations avec Pie IX, qui consentit à faire déposer le corps au Panthéon, mais à la condition expresse que le tombeau, les couronnes et les ornements n'eussent aucune inscription ou décoration qui pût froisser, d'une façon même indirecte, la papauté. Cette condition a été jusqu'ici respectée. Ainsi, les drapeaux italiens n'étaient jamais entrés au Panthéon jusqu'à hier, et l'autorité ecclésiastique empêcha même, au premier service anniversaire, qu'on mit sur le catafalque les statues représentant les principales villes d'Italie.

La désaffectation serait une mesure très grave, qui pourrait engendrer des représailles. Il est probable, plutôt, qu'on se bornera, pour donner satisfaction aux intransigeants, à célébrer un *triduum* expiatoire.

Un discours de M. Gladstone.

Vendredi, M. Gladstone a prononcé un grand discours à la réunion de la Fédération libérale nationale à Newcastle. Après avoir rapidement exposé la situation politique, il a critiqué la politique extérieure du cabinet tory, qui est, a-t-il dit, à peu près l'inverse de celle de lord Beaconsfield, et à laquelle les libéraux ont pris aussi peu de part que possible. Puis il a déclaré que l'occupation de l'Egypte est une cause de faiblesse et une source de difficultés, et qu'il se réjouirait si le gouvernement de lord Salisbury, avant de disparaître, réglait cette question, mais, a-t-il ajouté, c'est une tâche que la présente administration laissera probablement à ses successeurs.

Passant ensuite à la politique intérieure, il a développé son programme, dont voici une analyse succincte:

La question d'une réforme de la Chambre des Lords doit être ajournée pour le moment.

Le parti libéral doit faire ses efforts pour augmenter le nombre des électeurs. Il faut que les classes ouvrières soient représentées au Parlement par un plus grand nombre de députés. Les frais d'élections devraient être à la charge, non pas des candidats, mais de l'Etat, et les députés devraient être salariés.

Le parti libéral fera ses efforts pour que des conseils paroissiaux et des conseils de district soient créés, et pour que ces conseils aient le droit d'acheter des terres, de manière que les populations rurales puissent avoir en propriété cette terre qu'ils travaillent jusqu'ici pour le profit d'autrui. Il faut une réforme agraire.

Le parti libéral saluera avec joie les adoucissements apportés à la durée de la tâche quotidienne des tra-

vailleurs, pourvu qu'ils ne soient pas obtenus en violation des principes de la liberté. Avant de demander la journée de huit heures, les classes ouvrières feront bien d'étudier prudemment la question.

Quant à la question irlandaise, elle doit être réglée d'urgence; sinon la constitution anglaise ne pourra jamais bien fonctionner. L'Irlande doit s'administrer elle-même; toutes les objections contre le *home rule* reposent sur des bases fausses. Si les mesures proposées par le ministère tory sont votées, la nation irlandaise, au lieu d'être opprimée par un gouvernement, sera opprimée par une autre nation, ce qui est, de toutes les oppressions, la plus odieuse.

M. Gladstone termine en exprimant la conviction que le parti libéral remportera une grande victoire aux élections générales prochaines.

Le *Standard* apprécie de la manière suivante le passage du discours de M. Gladstone relatif à l'Egypte:

An sujet de l'Egypte, M. Gladstone demande que nous soyons affranchis des soucis d'une occupation embarrassante, qui n'est pour nous qu'un lourd fardeau à supporter. Que le maintien d'une petite force en Egypte soit un fardeau pour nous, c'est une question que nous ne discuterons pas ici. Mais M. Gladstone soutiendra-t-il que l'évacuation de ce pays ne nous causerait pas des embarras mille fois plus sérieux que n'en cause l'occupation actuelle? D'ailleurs, si M. Gladstone peut accepter de voir la France et la Russie, ou bien même la Turquie, instrument passif, s'installer sur les bords du Nil, nous espérons qu'aucun de ses collègues responsables ne lui donnerait son appui en pareil cas.

Le Morning Post dit:

Le discours de M. Gladstone, parlant du travail extraordinaire qui sera laissé au parti libéral par le gouvernement tory, sans même indiquer les mesures qui auront le plus d'importance dans le programme de la fédération nationale-libérale, démontre jusqu'à quel point il laisse à désirer. L'évacuation de l'Egypte est la seule mesure sur laquelle il se soit arrêté. Il est à regretter qu'il ne nous ait pas dit en vertu de quels engagements nous étions tenus à bombarder l'Egypte et à dévaster le Soudan.

Le *Times* dit que M. Gladstone a été souvent au-dessous de la réputation qu'il s'est faite, mais n'a jamais si complètement abdiqué les fonctions de grand leader qu'à Newcastle, où il n'a exprimé des vues fermes sur aucun point.

Paix et guerre.

A propos de la convocation du congrès de la paix, à Rome, M. Melchior de Vogué a écrit la lettre suivante:

Monsieur, vous me demandez mon sentiment sur la réussite possible du congrès universel de la paix.

Je crois avec Darwin que la lutte violente est une loi de nature qui régit tous les êtres; je crois avec Joseph de Maistre que c'est une loi divine: deux façons différentes de nommer la même chose.

Si, par impossible, une fraction de la société humaine — mettons tout l'Occident civilisé — parvenait à suspendre l'effet de cette loi, des races plus instinctives se chargeraient de l'appliquer contre nous: ces races donneraient raison à la nature contre la raison humaine; elles réussiraient, parce que la certitude de la paix — je ne dis pas la paix, je dis la certitude de la paix — engendrerait avant un demi-siècle une corruption et une décadence plus destructives de l'homme que la pire des guerres.

J'estime qu'il faut faire pour la guerre, loi criminelle de l'humanité, ce que nous devons faire pour toutes nos lois criminelles: les adoucir, en rendre l'application aussi rare que possible, tendre tous nos efforts à ce qu'elles soient inutiles.

Mais toute l'expérience de l'histoire nous enseigne qu'on ne pourra les supprimer tant qu'il restera sur la terre deux hommes, du pain, de l'argent et une femme entre eux.

Je serais bien heureux si le congrès me donnait un démenti; je doute qu'il le donne à l'histoire, à la nature, à Dieu.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

E. M. de VOGUÉ.

INFORMATIONS DIVERSES

— Maintenant que les manifestations provoquées par Lohengrin ont pris fin, la question du droit

Qu'à la porte on achète en entrant,

le droit de siffler, revient sur le tapis. Rien n'est variable comme l'interprétation des textes qui régissent la matière. Le vieux monsieur qui, la semaine dernière, avec une politesse exquise, interpellait le chef d'orchestre de l'Opéra, pour le prier de faire exécuter la *Marseillaise*, et qui a été expulsé et mis au violon de ce chef, a soumis son cas à plusieurs avocats qui, tout en lui donnant raison dans une certaine mesure, l'ont dissuadé de porter plainte contre le commissaire, par ce motif que le succès très douteux d'un pareil procès ne compenserait certainement pas les 1500 fr. de frais qu'il coûterait. Le vieux monsieur a donc renoncé à poursuivre, et cela est regrettable au point de vue de la jurisprudence théâtrale, sur laquelle il ne serait pas inutile de faire un peu de lumière. S'il faut en croire l'un des avocats qui ont été consultés, la Cour de cassation a admis que les spectateurs ont le droit de siffler aussi longtemps que d'autres applaudissent. Il résulte de cet arrêt que l'on ne doit, sous aucun prétexte, interrompre une représentation par des cris ou des paroles, au commencement ou au milieu d'une scène, alors que chacun fait silence. Mais il en résulte aussi cette conséquence singulière que l'initiative des manifestations à l'intérieur d'un théâtre n'est loisible qu'à ceux qui applaudissent. Quant aux sifflants, leur reste le droit de protester contre ces applaudissements. Cette jurisprudence semblait excessive, c'est-à-dire par trop restrictive des droits du public payant. Il est de toute justice, en effet, que le droit d'applaudir ait pour corrélatif celui de siffler, et que ces deux droits soient égaux dans la pratique.

Les récoltes en France.

Nous avons publié l'évaluation approximative de la récolte en froment dressée par le ministère de l'Agriculture française, d'après les rapports des préfets. On a vu que cette récolte est estimée, en chiffres ronds, à 82 millions d'hectolitres.

Quoique la récolte soit inférieure au chiffre de la consommation, la situation ne présente rien d'anormal ni d'inquiétant et il sera possible d'y faire face sans mesures exceptionnelles.

Le chiffre de 82 millions d'hectolitres peut être considéré comme quelque peu inférieur à la réalité. En effet, le procédé d'évaluation pratiqué par le ministère ne prend que la moyenne des rendements; il néglige volontairement les rendements exceptionnels produits par les cultures intensives, qui se développent de jour en jour dans un grand nombre de départements. De sorte qu'il est probable que les chiffres définitifs dépasseront 82 millions d'hectolitres.

Mais, même en prenant ce chiffre de 82 millions comme définitif, on peut se convaincre que la consommation ne sera pas entravée.

Le chiffre moyen de la consommation de la France et de 120 millions d'hectolitres de blé. Mais c'est plutôt le chiffre de la consommation générale que celui des besoins réels. On a observé, en effet, que, dans les années prospères — où la consommation n'excède jamais 120 millions — il y a une tendance à gaspiller le blé, dont les qualités inférieures sont employées à nourrir les animaux. Dans les années mauvaises, on procède plus économiquement.

On peut considérer que les exigences réelles de la consommation n'atteignent pas 120 millions d'hectolitres.

Déjà on constate que, dans plusieurs régions du territoire, on donne à moudre des céréales autres que le froment, notamment de l'orge et du seigle, pour faire des mélanges qui diminueront d'autant le déficit du froment.

Enfin on voit apparaître sur les marchés des blés anciens. Il existe en effet des réserves de blé ancien dont on tient pas assez compte, dans les prévisions. L'existence de ces réserves a déjà été signalée par le ministre de l'Agriculture, lors de la discussion de la loi qui a abaissé temporairement les droits de douane sur le blé. Ces réserves peuvent être évaluées à 15 ou 20 millions d'hectolitres.

Toutes ces considérations permettent de ne pas prendre comme chiffre du déficit la différence existant entre 120 millions, chiffre de la consommation, et 82 millions, chiffre de la récolte, soit 38 millions.

Au ministère de l'Agriculture, on estime que le déficit en blé ne dépassera pas une trentaine de millions d'hectolitres. Il n'y a rien d'anormal, ni d'inquiétant. L'exemple de l'année 1879 fournit un précédent concluant. Cette année 1879 ressemble beaucoup à l'année actuelle. La récolte de blé n'avait été que de 79 millions d'hectolitres et, à cette époque, les importations de blé étranger, faites pour combler le déficit, n'ont pas dépassé 26 millions d'hectolitres.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Le billet de banque fédéral.

Dans quelques cantons catholiques, Lucerne, Soleure et Zug entre autres, des comités conservateurs recommandent aux électeurs le billet de banque fédéral.

Nous avons peine à nous expliquer cette attitude et ne comprenons pas quel avantage les conservateurs catholiques, qui se piquaient jusqu'ici d'être restés les seuls vrais dépositaires de la tradition fédéraliste, peuvent trouver à remettre à la Confédération ce nouveau et puissant monopole. Nous le comprenons d'autant moins que les adresses des comités aux électeurs ne donnent aucun argument sérieux en faveur de leurs conclusions.

Ainsi le comité conservateur lucernois, après avoir analysé le nouvel article 39 et avoir constaté qu'il ne résout pas la question de savoir si le monopole des billets sera exploité par une banque d'Etat ou concédé à une banque privée, s'exprime ainsi:

Le fait que le règlement de ce point demeure réservé à la loi nous oblige, à notre tour, à faire suivre notre approbation d'une réserve formelle. Après avoir adopté l'article de la constitution, nous rejeterions néanmoins la loi si celle-ci portait préjudice aux banques cantonales et privées. En effet, si nous recommandons l'article constitutionnel, c'est parce que le régime actuel permet à des banques privées d'exploiter indûment, aux dépens du peuple, le crédit public; parce que les billets actuels n'ont pas cours à l'étranger, les banques qui les émettent n'ayant pas toutes la même organisation; et enfin, parce que nous espérons que notre participation aux bénéfices couvrira le déficit qui résultera de l'interdiction faite aux cantons d'imposer dorénavant la banque fédérale future et ses agences.

Franchement, ce ne sont pas des arguments.

Le fait que les billets suisses n'ont pas cours à l'étranger peut gêner quelques banquiers et commerçants, mais n'est pas assez important pour justifier une mesure aussi grave que la création d'un nouveau monopole. Encore faudrait-il qu'on nous démontrât l'impossibilité d'atteindre le même but par une révision de la loi et une entente des banques.

Et quant au bénéfice minime de 800,000 francs par an que les banques retiendront d'une émission de 174 millions, le comité lucernois espère que la part qui en reviendra au canton couvrira le déficit résultant de la perte de l'impôt. Il n'en est pas sûr pourtant. C'est le cas de lui rappeler qu'en tous cas vaut mieux que deux tu auras.

Mais ce sont là des considérations d'ordre secondaire en comparaison de cette grande question: voulons-nous la banque d'Etat et le papier-monnaie? Le comité lucernois n'en veut pas. Alors pourquoi permettre qu'on les prévienne dans la constitution?

On se réserve de prendre position plus tard. Ce sera trop tard! Quand la constitution aura été adoptée, avec le concours des catholiques, les socialistes et les radicaux se serviront de la majorité obtenue pour démontrer qu'il y a dans le peuple un courant puissant en faveur de la banque d'Etat, et qu'on n'a pas arraché le billet de banque à la spéculation privée pour le lui rendre sitôt après. Le Conseil fédéral est déjà à moitié gagné et, quant à la majorité de l'Assemblée fédérale, M. Joos et ses 82,000 signatures en auront bientôt raison.

On ne résiste pas, à Berne, à ce genre d'arguments. Les catholiques devraient le savoir. Nous les avons connus jusqu'ici avisés et prudents. Dans le cas particulier, il s'en faut qu'ils le soient.

Tarif douanier.

Dans une adresse signée comme président de la chambre de commerce de Bâle, M. Adolphe Geigy-Merian, le négociateur du traité de commerce conclu avec l'Italie le 22 mars 1883, repousse énergiquement le nouveau tarif, aussi préjudiciable au point de vue des consommateurs qu'à celui des exportateurs suisses.

Dans une assemblée populaire convoquée à Glaris par les protectionnistes, M. le landammann Edouard Blumer, qui fut avec M. Cramer-Frey, négociateur des traités de commerce de 1888 avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, s'est prononcé de la manière la plus catégorique en faveur du rejet du tarif. Il est,

at-il dit, contraire à la Constitution de renchérir la vie des ouvriers et des petits paysans. Outre l'élévation des salaires il y a diminution de l'exportation. On a trop de positions de combat, ce qui rend plus ardue la tâche des négociateurs qui, devant cette tendance protectionniste, osent moins faire de concessions et peuvent par conséquent moins en obtenir. Le tarif de 1887 offre une base de négociations bien meilleure.

L'exposé de M. Blumer a été accueilli avec de vifs applaudissements par la majorité de la réunion, qui, malgré les plaidoyers des députés au Conseil des Etats, MM. Esia et Pierre Zweifel, en faveur de l'œuvre protectionniste, était manifestement hostile au nouveau tarif.

Chronique neuchâteloise.

Neuchâtel, 5 octobre.

Décidément, on vit, à Neuchâtel, depuis quelque temps; ce ne sont plus que congrès, réceptions, réunions, toasts échangés. Pendant que l'Association littéraire et artistique internationale y tenait ses assises, la Société de tempérance s'y rassemblait aussi et parcourait nos rues avec fanfare, et banquetait, et s'édifiait, avec le bienveillant concours du Conseil d'Etat et du conseil communal, qui l'assurent de leur admiration.

Aujourd'hui, c'est la Société suisse des professeurs de gymnase qui honore notre humble ville de sa présence. Elle était assemblée hier soir au Cercle du Musée, au nombre d'une soixantaine de membres, sous la présidence de M. Jules Lecoulter, qui a saisi l'occasion de retracer, en excellents termes, l'histoire de nos collèges et gymnases romands et leur organisation actuelle.

Son discours a été suivi d'une lecture de M. Wirz, recteur du gymnase de Zurich, intitulée à peu près: *Vérités à l'adresse d'un gymnase quelconque*. Ce travail, écrit sur le ton humoristique, mais sérieux au fond, a été tout à fait du goût de l'auditoire.

Ce matin, il y avait, dès 8 heures, séance à l'Aula de l'Académie: elle a consisté en un débat sur l'examen de maturité, introduit par un rapport de M. le recteur Burckhardt, de Bâle; puis en une étude sur les institutions de Lyceurgue, d'un de nos jeunes érudits les plus distingués, déjà connu de vos lecteurs, M. Gustave Attinger.

Au moment où j'écris, les membres de la société sont réunis en un banquet où, j'imagine, les langues ne travailleront pas moins activement que les fourchettes. Il y aura demain excursion savante à Avenches; elle sera préparée ce soir par une causerie de M. W. Wavre, professeur à Neuchâtel, sur Avenicum.

Nos journaux publient les bans de mariage du « capitaine » Boulanger, l'ex-général mort il y a quelques jours au cimetière d'Ixelles. Cet acte, que vous reproduirez sans doute à titre de curiosité, figure dans les registres d'état-civil de Neuchâtel, où résidait en 1864 la future Mme Boulanger, soit Mlle Renouard.

Je me souviens fort bien de M. Renouard, vice-consul de France à Neuchâtel. Mais nous ne pensions plus à lui: le coup de pistolet de son gendre vient d'évoquer pour un instant le souvenir de l'agent impérial, disparu depuis tantôt trente ans de notre horizon, et qui avait laissé le souvenir d'un brave homme.

Que n'en peut-on dire autant du mari de sa fille!

Voici l'extrait des registres de l'état civil de la ville de Neuchâtel auquel notre correspondant fait allusion:

N° 389. — Neuchâtel, le 4 décembre mil huit cent soixante-quatre. Promesse de mariage, entre Georges-Ernest Boulanger, capitaine au 5^e de ligne, de Rennes, département français (Ille et Vilaine), demeurant à Paris, majeur, fils de Ernest-Jean-Rosalie Boulanger, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Boulogne, 37, et de Dame Mary-Anne Webb-Griffith, son épouse d'une part; Et

Aglaë-Lucie-Jeanne-Lucie Renouard, sans profession, originaire de Paris, demeurant à Neuchâtel, en Suisse, majeure, fille de Paul Renouard, vice-consul de France à Neuchâtel, et de Aglaë-Elis Deirand, son épouse. Publiées pour la première fois le dimanche quatre, pour la seconde fois le dimanche onze et pour la troisième fois le dimanche dix-huit décembre mil huit cent soixante-quatre.

Il n'est parvenu aucune opposition.

L'officier de l'état-civil: (Signé) L. BARBIER.

L'ESTAFETTE
est en vente
A LAUSANNE
Kiosque de St-François.
Kiosque de la Riponne.
Bibliothèque de la Gare.
M. Bassin, mag. de tabac, Grand-Pont.
Mme Ammann, mag. littéraire, r. Haldimand.
M. Krieg, papeterie, place Pépinière.
M. Gantz, p. du Tunnel 3.

A AIGLE
Librairie Deladocq.

A BEX
Ch. Buffat fils.

A ECHALLENS
Librairie F. Despont.

A MORGES
M. Staub-Kuhn.

A MOUDON
Librairie Benoit.

A NYON
M. Gouvenier, papeterie.

A PAYERNE
F. Gachet-Grivaz.

A VEVEY
M. Holl-Broyon, rue de Lausanne.
M. L. Lertscher & fils, rue du Lac, 219.
Librairie Jacot-Guillarmod.

A YVERDON
Librairie Grandchamp.
Le numéro 5 centimes.

OIGNONS A FLEURS
Reçu de Hollande un choix magnifique d'oignons à fleurs: jacinthes, tulipes, narcisses, crocus, renoncules, etc.
Chez Albert PITTET aîné, horticulteur, Marliery 31, Lausanne.
Envoi franco du catalogue sur demande. 5037

TIMBRES CAOUTCHOUC
F. WIRZ
IMPRIMERIE VINCENT
LAUSANNE

Levures pures de vin
pour
vendanges de 1891.
Amélioration des vins et bonnet de grands crus.
Procédé scientifique G. Jacquemont de la Faculté de NANCY
Romanée-Vergeot, Sauterne, Chablis, St-Julien, Champagne.

S'adresser pour renseignements et prospectus gratuits à M. James Burmann, directeur de l'Institut La Clair, pour la culture des levures de vin. Le Locle (Suisse), Morcote (France). 5353

MEDAILLE D'OR
l'Exposition Universelle, Anvers 188
CHOCOLAT

SUCHARD
NEUCHÂTEL, Suisse.
MEDAILLE D'OR
Exposition universelle
Paris 1889.

MANTEAUX - FLOTEURS
et pelerines en drap noir et couleur, imperméable. Confection soignée. Tarif et échantillon à prompt disposition.
n°1190-5272
R. Pfleger, Fribourg (Suisse).

Raisins frais
[5178] tous les matins; 5 kilos pour 3 fr., franco de port et d'emballage dans toute la Suisse.
Vater MELCHIORRI
Bellinzona.

RAISINS DU VALAIS
en caissettes de 5 k. brut, à fr. 30 l'unité contre remboursement.
5293 J.-J. Muller, à Sion.

Prêts
[4758] d'argent sur signa long terme 5 1/2 % Disc. Ecr. Comptoir d'avances, 117, rue Tolbiac, Paris. (Très sérieux, ne pas confondre).
Une jeune fille de bonne famille désire entrer comme volontaire et sous de bonnes conditions dans un bon magasin de modes de la Suisse française. Offres à adresser sous chiffre H 3216 Q, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, à Bâle. 5362

Première maison suisse
D'EXPORTATION
Centralhof, Zurich

ETTINGER & C°, ZURICH

LIQUIDATION COMPLETE DE TISSUS

Afin de vider nos immenses magasins, nous avons baissé extraordinairement les prix de tous nos articles, et nous nous permettons d'en indiquer quelques-uns ci-après :

	Prix par 1/2 aune	Par mètre
Melton-Foulé, double largeur, qualité solide	à Fr. 0 39	Fr. 0 65
Draps anglais	» 0 45	» 0 75
Carreaux et Nappé-Rayé, double largeur, bonne qualité	» 0 75	» 1 25
Draps de dames, double largeur, en qualités excellentes	» 0 75	» 1 25
Foulé, Rayé et Carreaux, double largeur, pure laine	» 0 75	» 1 25
Lawn-Tennis, Rayé et Carreaux, double largeur, pure laine	» 0 85	» 1 45
Cachemires, Mérinos et Nouveautés, double largeur, pure laine	» 0 63	» 1 05
Mousseline-laine, étoffes pour bords et soirées	» 1 05	» 1 75
Woll-Beige, qualité excellente	» 0 27	» 0 45
Jupons et étoffes moirées, meilleure qualité	» 0 45	» 0 75
Flanelle Oxford, en qualité excellente	» 0 40	» 0 65
Garnitures assorties, en soie, velours et peluche	» 1 75	» 2 95
Toile de coton, blanche et écru, double largeur	» 0 26	» 0 44
Foulard alsacien, qualité excellente et impression solide	» 0 27	» 0 45
Foulard alsacien, prima, qualité excell. et impression solide	» 0 33	» 0 55
Zéphyr, Batiste et Madapolain alsacien, bonne qualité	» 0 39	» 0 65

Département spécial d'étoffes pour messieurs et garçons:

	Prix par 1/2 aune	Par mètre
Boussin, Volours et Cheviot, environ 140 cm. de largeur, pure laine, prêt à l'usage	à Fr. 1 45	Fr. 2 45
Kammgarn, Elbeuf et Loden, environ 140 cm. de largeur, pure laine, prêt à l'usage	» 2 95	» 4 95
Milaine bernois, environ 130 cm., qualité la meilleure	» 2 85	» 4 75

ECHANTILLONS de nos riches collections, en draps pour messieurs et garçons, sont envoyés franco par retour du courrier.
Nous attirons spécialement l'attention des Instituts, Sociétés et Recenseurs sur nos prix modérés.
Prière de bien vouloir se rendre compte des avantages offerts, en demandant les échantillons à

CENTRALHOF ETTINGER & C° ZURICH
Première maison suisse d'Exportation
P. S. — Envoi à domicile, par retour du courrier, des échantillons de tissus en toutes qualités, pour dames, messieurs et garçons.

Société des Tabacs de Portugal.

Les porteurs d'Obligations Portugaises 4 1/2 %, garanties par la Société des Tabacs de Portugal, sont informés que le paiement du premier coupon échéant le 1^{er} octobre 1891 aura lieu à partir de cette date, à la Caisse de MM. Ch. Masson & Cie, à Lausanne, à raison de 11 fr. 25, sur présentation des titres provisoires français, dûment libérés, qui devront être déposés pour l'estampillage.

Simultanément aura lieu, à la même caisse, le remboursement de 500 fr. des obligations désignées par le sort au premier tirage auquel il a été procédé à Lisbonne le 25 septembre.

Un avis ultérieur fera connaître l'époque de l'échange des titres provisoires contre les obligations définitives. 5358

INSTITUT BERGWART ZURICH
sous la haute surveillance du gouvernement.
4014. Etudes générales. Cours spécial d'allemand. Langues modernes. Commerce. Préparation soignée et abrégée pour l'entrée à l'école polytechnique et à l'examen de maturité (baccalauréat). Soins domestiques, hygiène et pédagogie, tout particulièrement. Situation superbe. Agréable vie de famille. Surveillance paternelle. Internat et externat. Excellentes références à Zurich, en Suisse et à l'étranger. Pour prospectus et plus amples détails, s'adr. à M. le directeur D. A. KELLER, Fluntern-Zurich.

Nous avons l'avantage de porter à la connaissance de notre honorable clientèle et du public en général que nous avons ouvert à DAVOS-PLATZ (Grisons), une

Succursale de notre Agence.
En vertu de traités conclus avec M. Hugo Richter, libraire-éditeur et le Conseil d'administration de la DAVOSER-ZEITUNG, à Davos, la régie exclusive des annonces et réclames des journaux suivants:

DAVOSER BLÄTTER
25 c. la ligne d'une colonne ou son espace.

DAVOSER-ZEITUNG und WOCHENBLATT
15 c. la ligne d'une colonne ou son espace.
30 cent. les réclames.

Der praktische Forstwirth
25 c. la ligne d'une colonne ou son espace.

PRÄTTIGAUER FREMDENLISTE
25 c. la ligne d'une colonne ou son espace.

nous est confiée depuis le 1^{er} octobre. Par conséquent, tous les ordres d'insertion destinés à ces journaux devront nous être exclusivement adressés.
Nous profitons de cette occasion pour rappeler aux personnes qui peuvent avoir des annonces à faire dans n'importe quel journal de la Suisse ou de l'étranger, qu'elles auront tout avantage à en charger notre agence qui est la plus ancienne et la mieux à même d'exécuter aux meilleures conditions de prix et de célérité n'importe quel ordre de publicité.

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'AGENCE DE PUBLICITÉ
HAASENSTEIN & VÖGLER
fermiers d'un grand nombre des plus importants journaux suisses et étrangers.
LAUSANNE
24, Place Palud 24,
GENÈVE et SUCCESSIONS EN SUISSE
Italie, Allemagne, Autriche, Hongrie, Hollande, etc.

VINS
de Bordeaux (A. de Luze & fils), de Bourgogne et du Beaujolais
(en pièces et 1/2 pièces) prêts pour la bouteille.

VINS DE TABLE
(garantis naturels.)

VIN ROUGE MONTAGNE, de France, à	fr. 50.-
1 ^{er} choix, à	» 55.-
Barletta, Italie,	» 55.-
Syracuse,	» 65.-
BLANC Etra,	» 55.-
Roumanie 1889,	» 60.-

ECHANTILLONS SUR DEMANDE
Grand stock de vins fins et liqueurs depuis plusieurs années en bouteilles.
CHEZ
Robert MORELL, rue de Bourg 25, Lausanne.
TELEPHONE

25 ANS DE SUCCÈS

RECOMMANDÉ PAR LES AUTORITÉS MÉDICALES DE TOUTS LES PAYS



SE VEND DANS LES PHARMACIES ET DROGUERIES.

Pour anémiques de haute importance
pour personnes affaiblies et délicates rien de meilleur que la cure du véritable
Cognac Golliez ferrugineux
17 ans de succès en attestent l'efficacité incontestable contre les pâles couleurs, l'anémie, la faiblesse des nerfs, les mauvaises digestions, la faiblesse générale ou locale, le manque d'appétit, les maux de cœur, la migraine etc.
Beaucoup plus digeste que toutes les préparations analogues, sans attaquer les dents.
Le Cognac Golliez a été récompensé par 7 Diplômes d'honneur et 14 médailles. Seul primé en 1889 à Paris, Cologne et Gand. Refusez les contrefaçons et exigez dans les pharmacies le véritable Cognac Golliez de Fréd. Golliez à Morat avec la marque des Deux palmiers. — En Flacons de 2 fr. 50 et 5 fr.

Aux magasins d'épicerie et sociétés de consommation, etc.
ON DEMANDE DES DÉPÔTS
dans toutes les villes et villages pour la vente d'un article comestible recommandable, d'une vente facile et journalière. — Adresser les offres, sans retard, sous chiffre H 3183 Q, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Bâle. 5336

UN ASSOCIÉ OU COMMANDITAIRE
[5290] est demandé, par une très importante maison industrielle de la Suisse française, en pleine prospérité. Affaire hors ligne. Apport de 150 à 200,000 fr. Pour renseignements, s'adresser par écrit à M. B. Giroud, case postale 13, Lausanne.

Correspondant de journaux pour l'Italie.
5271. Un homme excessivement bien placé, Italien, habitant Rome, écrivant le français comme sa propre langue, se chargerait de correspondances régulières pour un ou deux journaux sérieux de l'étranger. Prière d'adresser les offres aux initiales H 8500 X, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, à Rome.

Aux hôtels et pensions.
5360. Une jeune veuve, capable, de bonne famille, au courant du service d'hôtel, cherche à se placer dans un hôtel ou dans une pension, pour aider la dame de la maison et pour apprendre la langue française. Elle ne demande pas de salaire, mais un bon traitement. Adr. les offres sous chiffre L 630 Q, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lucerne.

MAISONS
LES BEAUX TERRAINS DU SERVAN
AU BORD DE LA ROUTE D'OUCHY
seront prochainement parcellés et traversés de quatre grandes avenues plantées d'arbres.
Au gré des amateurs, on construira à prix fixe et à des conditions très avantageuses:
Pour placements de fonds, des maisons de rapport à quatre étages, dans la partie supérieure des terrains.
Pour pensionnaires, des maisons spécialement distribuées pour cette industrie.
Pour une seule demeure, des jolies villas de 7 à 12 pièces et plus.
Pour deux familles ou pour les personnes qui désirent alléger leur budget par la location d'un étage, des jolies maisons de deux appartements.
Jardins. Vue magnifique. Prohibition d'industries bruyantes ou insalubres, cafés, etc.
Renseignements complets et gratuits auprès de M. Allamand, notaire, Bourg 28, et de M. Regamey, architecte, Palud 1, Lausanne.

A REMETTRE
dans une des villes les plus industrielles, au centre de la Suisse occidentale (18,000 habitants), n°877-5335
un commerce de denrées coloniales et comestibles
en pleine activité. Références et livres à disposition. Offres sous chiffre H. J. 5, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Bern.

Pensionnat de demoiselles

5352. Une jeune fille bien élevée serait reçue à prix considérablement réduit dans un pensionnat de 1^{er} ordre de la Suisse allemande. Ecrire sous les initiales H 3413 M, à MM. Haasenstein & Vogler, à Montreux.

PENSIONNAT - FAMILLE
Mon Port, Lausanne.

M. le pasteur Gagnebin et Mme reçoivent de jeunes demoiselles désireuses d'apprendre le français. Vie de famille. Soins assidus.

Dans un intérieur
[5357] soignée chambres et pension très confortables, en famille. S'adr. Papeterie de M. Monnet, Pépinière 3, qui renseignera.

UNE FILLE
[5351] de 20 ans, connaissant bien le service de la poste et du télégraphe, cherche à se placer pour le 1^{er} novembre dans un bureau de poste ou de télégraphe de la Suisse romande, où elle aurait l'occasion d'apprendre la langue française. On préfère bon traitement à bon gage.

Adresser les offres sous chiffre E. B. 184, poste restante, Klütsterli.

Un jardinier allemand
[5361] voulant apprendre le français, désire suivre comme élève les cours d'un institut pomologique de la France ou de la Suisse française, ou entrer dans un établissement de quelque importance comme volontaire.

Sans connaissance d'adresses, il prie MM. les directeurs et patrons de bien vouloir lui donner de plus amples renseignements. Adr. les offres à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous le 10451 L.

UNE DAME SEULE
[5363] distinguée, habitant le canton d'Argovie, désire prendre en

en qualité de dame de compagnie la Suisse française, d'une bonne famille, désirant apprendre l'allemand. Prix de pension 60 fr. par mois. Bonne vie familiale. S'adresser à la demoiselle pourrait aussi apprendre un peu la tenue d'un ménage. Bonnes références. Pour de plus amples renseignements, s'adresser sous initiales Y 6804 Q, à Haasenstein & Vogler, à Bâle.

Un jeune jardinier
[5354] capable, cherche place d'une famille. Bons certificats à disposition. Offres à Haasenstein & Vogler, à Vevey, sous S 467 C.

UN JEUNE HOMME
[5355] ayant fait un apprentissage de 3 ans dans une maison de commerce de la Suisse allemande et très bien recommandé, désire se placer dans une maison de commerce du canton de Vaud où il aurait l'occasion de se perfectionner dans la langue française.

On ne demande point de gages. S'adresser à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous B 11024 L.

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Une femme de chambre
[5363] d'un certain âge, sachant coudre et bien coudre, possédant de bons renseignements, cherche place dans une bonne famille ou pour remplacer une personne de confiance. S'adr. à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous H 10812 L.

Un jeune homme
[5359] actif, intelligent et robuste cherche à se placer soit dans un hôtel de la Suisse romande, soit dans une maison particulière pour apprendre la cuisine. S'adresser à M. C. Lehmann, anbergiste, à Gergensee (Berne).

Un Monsieur

[5346] Anglais désire prendre PENSION dans une famille allemande à Lausanne. Demande prix. Ecrire Emile Deckelmeier, Divonne-les-Bains (dép. Ain).

JARDINIER
[5359] marié, bien recommandé, cherche place en maison bourgeoise d'ici au printemps prochain. S'adr. à M. François Pittet, horticulteur, Lausanne.

Un jardinier-cocher
[5352] de 22 ans, ayant de très bonnes recommandations, désire se placer dans une maison particulière. — Ecrire sous chiffre N 585 A. Wavre-Thiele, poste restante, Neuchâtel.

UN JEUNE HOMME
[5341] de 20 ans, ayant fait son apprentissage dans un commerce de fers

de la Suisse allemande, sous tous les rapports à l'entière satisfaction de son patron, cherche une place dans un commerce analogue de la Suisse française. Il tient plus à l'occasion d'apprendre la langue française qu'à un salaire élevé.

Offres à Ulrich Ribl, à Tägerweilen (canton Thurgovie).

Un valet de chambre
[5340] désire se placer de suite. S'adresser sous initiales Yc 6784 H, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, à Berne.

UNE SOMMELIÈRE
[5325] bien recommandée par ses maîtres, désire se placer pour le 1^{er} novembre.

S'adresser à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous Se 10944 L.

Une femme de chambre
[5324] sachant coudre et coiffer, désire se placer pour la fin du mois. S'adresser sous Se 10946 L, agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne.

Employé intéressé
5344. Un jeune homme, 22 ans, ayant 6 années de pratique dans la branche commerciale, connaissant les deux langues, cherche à s'intéresser dans une honnête maison de commerce, pour une somme de 5,000 fr. Références de 1^{er} ordre à disposition. Adresser les offres sous H 7922 X, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Genève.

COMMIS DE BUREAU
5342. On demande un bon commis de bureau, connaissant si possible les deux langues. Bonnes références exigées. Adresser les offres sous chiffre O 10996 L, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne.

FERMIER
5205. On demande un bon fermier bien recommandé et connaissant bien l'agriculture, pour un grand domaine à proximité de Lausanne.

Adresser les offres à M. Allamand, notaire, à Lausanne.

On cherche pour entrer de suite, dans un pensionnat de Genève, un

MAÎTRE
suisse romand, pour le français, ayant si possible quelques connaissances de l'anglais et pouvant bien enseigner le latin et le grec.

Offres, avec photographie et copies de certificats, sous initiales H 7957 X, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, à Genève. 5365

ALOUER
[5302] meublé, le château de Grenq, près Morat. S'adresser à M. Berthoud, à Meyriez.

Une petite chienne
blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

TRAVAIL
une petite chienne blanche. L'apporter à la venue, Agassiz n° 5.

AVIS

5366. Une jeune fille de la Suisse allemande cherche une place comme

VOLONTAIRE
pour servir dans un magasin ou dans un hôtel comme aide-femme de chambre ou pour service de table. Offres sous chiffre H 3230 cz, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Zurich.

Une fille allemande
[5368] de 19 ans, cherche à se placer pour aider au ménage. Offres sous Hc 11056 L, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne.

ON DEMANDE
[5367] une cuisinière parfaitement recommandée. S'adresser à Mme de Tavel, à Fécly.

ON CHERCHE
[5339] une fille honorable comme SOMMELIÈRE de salle pour un hôtel à Zurich. Offres avec photographie sous chiffre H 3213 Z, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, à Zurich.

ON CHERCHE
[5305]. On désire acheter d'occasion 2 ou 3 vases de cave ovales, de 7 à 10 litres chacun. Adresser les offres à J. Lévy-Picard, vins en gros, Fribourg. n°1196r

VENTE D'IMMEUBLE
aux enchères.
Lundi 19 octobre 1891, à 3 heures de l'après-midi, dans la salle de la Justice de Paix, Palud 2, à Lausanne, les héritiers de Jacques Vuagniaux vendront aux enchères publiques, par voie de licitation, étrangers admis, la maison ayant café qu'ils possèdent rue Cheneau-de-Bourg n° 41, à Lausanne, d'une superficie de 76 mètres carrés, désignée à l'article 3553 du cadastre, folio 14 du plan n° du 203. Un droit d'usufruit existe sur cet immeuble.

Mise à prix, fr. 12,000.
Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Bugnon, place St-François 13.
Le Juge de Paix: 5162 (Signé) S. GAY.

VENTE JURIDIQUE
d'un mobilier important.
5218. Mercredi 7 octobre prochain et les jours suivants, depuis 10 heures du matin, Square de Goethe n° 2 au 3^{ème} étage, le liquidateur de la dissolution des biens de Elisa Piquet, veuve de pension à Lausanne, fera vendre aux enchères publiques tout le mobilier qui servait à l'exploitation de la pension et qui se compose de jolis meubles de salon, y compris tapis et rideaux, de meubles de salle à manger, table à allonges, dressoir, argenterie, pendule, baromètre; de meubles de chambre à coucher, chaises longues, lingerie, de batterie de cuisine, fourneau potager, verrerie, vaisselle, lampes, etc., etc.

Lausanne, le 24 septembre 1891.
Le liquidateur: Allanand, not.